

Si cela peut calmer le ministre d'État chargé des Finances, j'aimerais revenir sur son discours, lequel témoignait de la suffisance dont est empreint le gouvernement. Le ministre suinte la suffisance. Je n'arrive pas à comprendre comment il a pu traiter notre situation économique par-dessus la jambe comme il l'a fait aujourd'hui, ainsi que son ministre des Finances (M. Lalonde). La même suffisance se retrouvait dans le budget du 15 février, où le ministre des Finances a déclaré ceci:

Mon budget d'avril visait à assurer la relance. Ce but a lui aussi été atteint.

Quel but a-t-on atteint? De quelle relance parle-t-on? On ne peut guère parler de relance pour les 1,476,000 Canadiens au chômage. Depuis le dépôt de ce budget, tous les commentateurs économiques ont signalé que celui-ci reposait sur des hypothèses et des prévisions fantaisistes, surtout celle selon laquelle nous allons connaître, record sans précédent, six années consécutives d'une croissance économique soutenue. Voilà ce que prévoyait le budget du ministre. Il faut nous estimer chanceux si la croissance économique se maintient le moins au moins à l'heure actuelle.

Qu'est-il arrivé depuis la présentation du budget, le budget dont le ministre se dit tellement satisfait, celui qui aurait selon lui stimulé la relance? Qu'est-il arrivé depuis? Le taux de la Banque du Canada a grimpé à chacune des six semaines qui se sont écoulées depuis, passant de 10 à 10.78 p. 100. Les taux d'intérêt ont monté et le taux d'escompte est passé de 11 à 11.5 p. 100. Les taux hypothécaires ont grimpé d'au moins 1/2 p. 100, suivant la durée du contrat.

Les taux d'intérêt sont à la hausse et continueront probablement de l'être parce que le dollar canadien s'affaïsse à peu près tous les jours depuis la présentation du budget, et je le signale surtout compte tenu de la déclaration stupide que le ministre a faite et que j'ai déjà signalée à la Chambre le 6 mars, lorsqu'il a dit qu'il ne passait pas ses nuits à s'inquiéter de ce que le dollar canadien ne valait pas 81c. américains. C'est incroyable! Si le ministre des Finances du Canada ne s'inquiète pas de la valeur de notre devise, de l'état de notre économie et de la hausse des taux d'intérêts, comment ne pas s'attendre à ce que le dollar canadien s'affaïsse et soit méprisé comme c'est le cas depuis que le ministre a fait pareille déclaration?

Non seulement cela, mais depuis deux mois, le taux d'inflation remonte. Le taux d'une année à l'autre avait fléchi à 4.2 p. 100 en novembre dernier. Il a accusé une hausse en décembre et encore en janvier. Le dernier chiffre est de 5.5 p. 100. La tendance sous-jacente du taux d'inflation est à la hausse. Cela ne peut qu'inquiéter tout le monde. Même en période de faible inflation, nos taux d'intérêt se sont maintenus au taux préférentiel de 11 p. 100 et plus. Le taux d'intérêt réel que les gens attendent de leurs investissements dépasse 6 ou 7 p. 100.

Si le taux d'inflation reprend sa montée, qu'advient-il des taux d'intérêt? Comment expliquer que les taux d'intérêt soient restés élevés en dépit du taux d'inflation moindre? Par la crainte d'une recrudescence de l'inflation. Ces deux derniers

Les subsides

mois, nous avons vu pourquoi les gens redoutaient une nouvelle poussée inflationniste. Les taux d'intérêt ont augmenté, le dollar canadien a eu tendance à s'affaiblir et d'autres conséquences économiques se sont fait sentir. Nous avons constaté l'absence d'investissements par les entreprises et d'autres phénomènes semblables.

Le ministre des Finances maintient que toutes ces tendances ne compromettent pas la croissance économique. Il maintient qu'il n'est pas nécessaire de modifier les programmes économiques du gouvernement en dépit de tous ces faits. Le ministre prétend constamment que la situation lui échappe, que le gouvernement ne peut rien faire, que nous sommes prisonniers des États-Unis, que nous devons emboîter le pas. Peu importe ce que nous faisons au Canada, nous sommes asservis à la conjoncture américaine. Telle est sa thèse habituelle. Lundi dernier, le ministre a donné une autre son de cloche à la Chambre quand il a déclaré, comme en fait foi le compte rendu à la page 2422:

Nous suivrons de très près la situation et au besoin nous prendrons les mesures correctives voulues.

Que voulons-nous de plus?

Entretemps, je ne vois aucune raison de modifier la politique de base que nous suivons.

Si cette déclaration a un sens, elle signifie que le gouvernement pourrait intervenir. Le ministre dit que le gouvernement surveille la situation, mais qu'il est persuadé que c'est la ligne de conduite appropriée, que rien ne l'incite à modifier sa politique fondamentale et d'apporter les rectifications nécessaires. Ce ministre est persuadé que 1,476,000 Canadiens doivent demeurer en chômage. C'est ce qu'il a dit.

Quand on interroge le ministre à la Chambre au sujet du nombre de chômeurs, il tente de prétendre que nous réussissons aussi bien, sinon mieux qu'aux États-Unis. Il déplore le nombre des nouveaux arrivés sur le marché du travail. Quelles sornettes! Ce sont des gens en chômage depuis des mois sinon des années qui sont à nouveau en quête d'un emploi. Cela est sensé être un indice que la situation s'est améliorée au Canada.

Les faits sont tout autres. Quels sont-ils? En août 1983, le taux de chômage aux États-Unis était de 9.5 p. 100. Au Canada, il était de 11.6 p. 100 en août, l'année dernière. En février dernier, il était de 7.8 p. 100 aux États-Unis, soit une baisse de 1.7 p. 100. Quelle est la situation au Canada? Notre taux de chômage s'établit à 11.3 p. 100 et il a fléchi de 0.3 p. 100 comparativement à 1.7 p. 100 aux États-Unis.

● (1600)

Savez-vous combien de personnes sont entrées sur le marché du travail aux États-Unis au cours de ces mois-là, monsieur le Président? 576,000. Au Canada ils n'étaient que 61,000. Qu'ont à voir ces gens avec la piètre conjoncture que nous connaissons au Canada par rapport aux États-Unis? Rien du tout, monsieur le Président.